Directeur politique : H.-D. COLLIN

ABONNEMENTS

Table of subscription rates for Metz, Alsace-Lorraine, France, and Paris.

En vente à PARIS : Librairie Alsacienne-Lorraine, 1, rue de Médicis.

La Lorraine

Rédaction et Administration : 14, RUE DES CLERCS, METZ — Téléphone N° 31

ANNONCES

La petite ligne : 20 Pf. La ligne : 60 Pf.

Les annonces sont reçues aux bureaux du journal 14, rue des Clercs, à Metz et dans toutes les Annonces à l'étranger.

L'abondance des matières nous oblige à remettre la suite de notre feuilleton au prochain numéro.

La Triple-Alliance est, par sa puissance, une garantie de paix

écrit le comte Tisza.

Mais la Russie? Elle bluffe, dit-on à Berlin.

Rappelons-nous l'article de la Gazette de Cologne qui, brusquement déchaina, dans toute la presse allemande, cet orage dont nous percevons encore l'écho affaibli.

Il semble qu'aujourd'hui, en Allemagne, on se fasse de la situation une idée un peu différente. On sait, à Berlin, que la Russie poursuit la réfection de son organisation militaire si dangereusement affaiblie à la suite de la guerre russo-japonaise.

« Simple bluff », écrit la Gazette de Voss, qui tient cette appréciation d'une « personnalité renseignée ». Elle ajoute que la Russie manque d'officiers sérieux ainsi que de sous-officiers; que l'artillerie laisse beaucoup à désirer, etc.

Il ne faudrait pas s'imaginer cependant que l'Allemagne se laisse aller au sentiment de la sécurité. Précisément une revue hongroise vient de publier un article du comte Tisza, qui emprunte sa signification très spéciale au fait que le président du conseil des ministres hongrois a été longuement reçu par Guillaume II au cours de son séjour à Schœnbrunn.

Dans cet article, longue apologie de la puissance militaire de l'Allemagne, le comte Tisza se propose un premier but : il entend répondre à une partie de la presse hongroise qui, en ces derniers temps, s'est montrée très hostile à l'alliance allemande.

L'Allemagne, écrit le comte Tisza, pourrait mettre aujourd'hui 63 millions d'Allemands en présence de 38 millions de Français, et, selon toute vraisemblance, elle surpassera toujours son vieil adversaire par sa population et par sa force militaire.

Et il en conclut que « plus que jamais l'existence de la Triple Alliance est une question vitale pour le repos et la prospérité de l'Europe entière ».

La Journée

L'impératrice d'Allemagne a quitté Brunswick hier et s'est rendue à Cassel d'où elle partira avec le prince Joachim pour l'île de Corfou.

La Chambre française a terminé hier la discussion de l'impôt complémentaire sur les revenus et a adopté l'ensemble du projet.

La commission d'enquête sur l'affaire

Rochette a entendu hier les membres du cabinet Monis. Les conclusions ont été adoptées et seront discutées aujourd'hui à la Chambre.

Un désaccord a surgi en Italie entre les deux associations d'agents des chemins de fer, l'un, le syndicat, s'opposant à la grève préconisée par la Fédération. Le personnel des postes et télégraphes organise un referendum sur la grève.

En Angleterre, sir Edward Grey a examiné, à la Chambre des communes, la question de l'établissement d'un système fédéral qui donnerait l'autonomie non seulement à l'Irlande mais à l'Ecosse, au Pays de Galles et à d'autres grandes fractions du Royaume-Uni ayant des intérêts communs.

On mande de Rome qu'à l'inspiration de Vienne l'éventualité d'une révision du traité de Bucarest y aurait été envisagée.

Les puissances de la Triple Alliance sont prêtes à répondre à la note grecque au sujet des garanties à accorder aux Epirotes.

A Saint-Petersbourg, les ouvriers d'un grand nombre d'usines et de petites exploitations ont commencé la grève hier matin.

Les ouvriers des usines Poutiloff n'ont pas tardé à se joindre à eux. A midi il y avait en tout 70.000 grévistes. A la sortie des usines il s'est produit un certain nombre de manifestations.

Chronique Générale

ALLEMAGNE

L'entente chimérique.

Le professeur Richet, de Paris, a fait mardi soir à Berlin, devant un nombreux public, une conférence en allemand sur la possibilité d'un rapprochement amical entre la France et l'Allemagne.

« Les deux nations n'ont rien à craindre l'une de l'autre, dit-il. Des deux côtés, la grande majorité du peuple ne désire aucunement la guerre. »

Les Israélites et l'armée. Une délégation de la Fédération des Israélites allemands a été reçue en audience par le ministre de la guerre; l'entretien, qui a duré très longtemps, portait sur la non-admission des juifs comme officiers dans l'armée allemande.

Les naissances à Berlin.

A Berlin, le nombre des naissances diminue de 2.000 par an en moyenne. 42.493 enfants y sont nés en 1913, contre 44.000 en 1912, 46.000 en 1911, et 48.000 en 1909.

FRANCE

Chambre des députés.

Scéance du 31 mars. — M. Cécaldi, radical, demande l'urgence pour une proposition tendant à modifier l'article du Code d'instruction criminelle relatif à la prescription en matière criminelle ou correctionnelle afin d'interrompre la prescription par l'arrestation du condamné et aussi par tout acte de l'autorité compétente tendant à faire exécuter la peine.

M. Cécaldi explique qu'il s'agit d'empêcher un escroc de rentrer en France après un séjour de cinq ans à l'étranger et de reprendre des opérations douteuses.

L'escroc visé est Rochette. Le centre et la droite protestent contre une pareille mesure d'exception.

L'urgence, que le gouvernement ne combat pas est votée par 324 voix contre 10.

La proposition est renvoyée à la commission avec le consentement de M. Cécaldi.

La Chambre continue la discussion du projet de l'impôt complémentaire.

M. Jules Roche combat énergiquement le projet, contraire, suivant lui, aux principes de la Révolution française. (Interruptions à l'extrême gauche et à gauche.)

Pour l'orateur le projet représente la doctrine socialiste et non plus la doctrine républicaine. C'est, dit-il, un projet de ruine, de guerre civile et de troubles perpétuels.

En terminant, l'orateur supplie la Chambre de réfléchir avant d'adopter en vingt-quatre heures un projet qui risque de ruiner la France. (Vifs applaudissements au centre et à droite. Violentes exclamations à l'extrême-gauche.)

M. Renoult, ministre des finances, répond à M. Jules Roche. Il lui reproche d'avoir exagéré la noirceur de son tableau au sujet du projet qui, dit-il, n'est ni vexatoire, ni inquisitorial. Il s'agit de créer de nouvelles ressources pour faire face notamment aux dépenses nécessaires à la défense nationale.

Le ministre rappelle que la Chambre et le Sénat ont voté dernièrement une partie importante de la réforme fiscale, mais cette réforme incomplète appelle un redressement nécessaire qui est l'impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus.

M. Modeste Leroy, au nom de ses collègues républicains, lit une déclaration disant que, résolu à procurer des ressources nouvelles pour la défense nationale, ils ne peuvent se faire d'illusion sur l'impossibilité de faire aboutir devant les deux Chambres un projet modifiant le régime fiscal et ils insistent sur la nécessité de voter le budget. Ils refusent de voter le projet d'impôt, ne voulant pas s'associer à ce qu'ils considèrent comme une pure manifestation. Ils demandent en conséquence à la Chambre de consacrer la séance de demain matin au vote des derniers articles de la loi des finances.

M. Dubois présente une nouvelle motion demandant de sursoir à la discussion jusqu'après le vote de la loi des finances.

M. Renoult en demande le rejet, qui est voté par 340 contre 155 voix.

M. Doumergue combat la motion Leroy. Pour le gouvernement, dit-il, il n'y a pas d'autre moyen de réaliser l'impôt de superposition sur les revenus que de l'inscrire dans la loi des finances. La Chambre a la possibilité de réaliser cette réforme. Le gouvernement ne prendra pas la responsabilité de voir la Chambre et renoncer.

Le maintien de l'ordre du jour, demandé par le gouvernement et la commission, est voté par 334 contre 153 voix. Séance levée.

L'assassinat de M. Calmette.

UNE DÉCLARATION DU « FIGARO »

En tête de ses colonnes, la feuille parisienne dit : « S'il se pouvait que, dans le même temps, le crime d'Etat fut assous par un Parlement complice et le crime de droit commun innocenté par les machinations d'une famille toute-puissante; que la forfaiture des ministres fût acceptée par ceux-là qui se sont constitués les juges de la Justice et que l'assassinat d'un homme désarmé, généreux et sans reproche ne fût pas promptement puni selon la rigueur des lois, une si révoltante subversion sociale obligerait des citoyens paisibles, mais « droituriers et courageux », comme Montaigne disait de Tacite, à s'ériger en juges et en exécuteurs. Au besoin, un seul homme, certain de son devoir, suffirait pour faire justice. Il serait là, n'en doutez pas. »

Tout de même, on hésite à croire que notre société décadente ait repris les mœurs des civilisations à l'état naissant et que le brownian soit devenu l'argument initial des particuliers comme le canon fut longtemps l'ultima ratio des rois; qu'il faille mettre les armes à la main pour trancher un désaccord et qu'il soit permis de tuer pour couper court à un embarras éventuel, — sur la foi d'un propos en l'air, de salon ou d'antichambre.

Nous ne nous dissimulons pas les abominables diversions tentées par certains agents des criminels pour assassiner la mémoire de leur victime; nous n'ignorons point que M. Caillaux — dont le cerveau, anormalement excitable, est de ceux auxquels la médecine légale attribue une « responsabilité restreinte », on le sait notamment par le document vert, — est un homme capable de tout pour sauver sa personne et sa politique; qu'il ne lui répugne pas de mettre au service de ses intérêts des malfaiteurs professionnels, quand ses amis ne lui suffisent plus; qu'en un mot sa devise n'est pas celle qui fit la renommée de feu M. Constans : « J'assassinai moi-même. »

Toutefois nous n'admettons pas que ses volontés puissent une seconde fois détourner le cours de la Justice; car il y a du sang versé et tout le flot des paroles de M. Jaurès y passerait sans laver la souillure. Nous avons encore des juges, des avocats, des témoins et des jurés et toute une nation attentive au dénouement de cette tragédie. Les destins s'accompliront; ils ne se laissent pas fausser comme des scrutins. On ne « lance » pas un procès criminel ainsi qu'une émission de valeurs étrangères; et le marché de Paris, qui en a vu de fortes, n'a pas encore connu de budget d'acquiescement.

C'est en vain qu'on mobiliserait, dans la presse anarchiste, et par ailleurs, les survivants de l'équipe à Bonnot pour intimider les justiciers; le vrai coupable n'échappera pas au châtiment.

Il n'est pas si facile de faire acquiescer les criminels au Palais de Justice qu'au Palais-Bourbon.

Pour la R. P.

APPEL AU SUFFRAGE UNIVERSEL

Le groupe parlementaire et les comités proportionnalistes qui ont mené, dans le Parlement et dans le pays, la campagne pour la réforme électorale.

Considérant qu'aux élections de 1910, près de cinq millions de suffrages s'étaient prononcés en faveur de la représentation proportionnelle;

Que, de 1910 à 1914, la Chambre, à trois reprises, par une majorité constante de plus de 120 voix, a tenu l'engagement qu'elle avait contracté envers les électeurs;

Mais que, par deux fois, cet effort s'est heurté et brisé à la résistance du Sénat;

Qu'il importe que le dernier mot reste au suffrage universel;

Déclarent

Que si les proportionnalistes des divers partis, comme ils l'ont toujours affirmé, réservent, sur les directions mêmes de la politique, leur pleine et entière liberté d'opinion et d'action, ils demeurent unanimes à penser que cette réforme est plus que jamais nécessaire, qu'elle est la condition de la vie, de l'indépendance et de l'organisation des partis, de la prohibition des manœuvres politiques, de la dignité du régime parlementaire, de la sincérité du suffrage universel, qu'elle est d'ailleurs la clef de toutes les grandes réformes;

En conséquence,

Ils demandent à tous les électeurs partisans de la réforme électorale de consacrer par leurs suffrages le projet fondé sur les principes suivants, adoptés à l'unanimité par la réunion plénière du groupe et des comités :

Scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Circonscriptions aussi larges que possible. Répartition des sièges par le procédé du quotient calculé sur le nombre des suffrages exprimés.

Cet appel est signé par le bureau du Groupe parlementaire, le Comité républicain de la R. P., la Ligue pour la R. P., la Ligue radicale et radicale socialiste de la R. P., le Comité extraparlémentaire de la R. P., ainsi qu'un grand nombre de députés.

L'emprunt turc.

Paris, 1er avril. — Djavid Bey a télégraphié de Paris que l'émission de l'emprunt de 500 millions aura lieu entre le 20 et le 25 avril au cours de 85 à 86. L'emprunt sera remboursable en quarante ans. Environ 236 millions seront employés au paiement des avances accordées sous forme de bons du Trésor et 90 millions à la construction des chemins de fer de l'Asie-Mineure concédés à des entrepreneurs français.

La Serbie et les chemins de fer orientaux. Parlant du discours prononcé mardi à la Skoupchtina par M. Pachitch, l'Echo de Paris assure que l'Autriche-Hongrie consentira sans doute à présent au rachat des chemins de fer orientaux par la Serbie, mais qu'elle demandera en retour que le monopole des fournitures pour les constructions des chemins de fer serbes soit concédé à l'industrie austro-hongroise.

La France, dit l'Echo de Paris, ne peut pas

permettre qu'on supprime la libre concurrence en Serbie, tandis qu'elle reste maintenue au Maroc. On ne peut pas se figurer non plus que l'emprunt contracté par la Serbie en France serve à payer les commandes faites à l'industrie austro-hongroise.

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Le gouvernement luxembourgeois présente ses regrets aux officiers allemands molestés.

Le grand-maréchal de la cour luxembourgeoise a exprimé ses regrets au nom de la grande-duchesse aux officiers invités au bal de cour, qui, alors qu'ils se rendaient au château, avaient été insultés par un groupe de jeunes gens qui se trouvaient sur leur passage.

HOLLANDE

Incendie d'une filature à Rotterdam; nombreuses victimes.

Rotterdam, 1er avril. — Un incendie a éclaté hier dans une filature à vapeur à Almelo. Une terrible panique se produisit parmi les ouvriers et les ouvrières. Quatre ouvriers et une ouvrière auraient péri dans les flammes. De nombreuses personnes ont reçu des brûlures.

SUISSE

Un « parc national ».

La création d'un « parc national suisse » dans l'Engadine a été votée par le Conseil national. Il s'agit d'une institution analogue au fameux parc américain Yellowstone. La « réserve naturelle » est située dans une des régions les plus sauvages et les plus grandioses de la Suisse : c'est un vaste district alpestre comprenant des vallées à peu près inhabitées, où la flore et la faune ont pu se développer librement.

Ces territoires, dont la superficie est d'environ 200 kilomètres carrés, sont situés dans le massif montagneux qui sépare la longue vallée grisonne des frontières d'Italie et d'Autriche, à proximité du nouveau chemin de fer qui relie Saint-Moritz à Schuls-Tarasp. Ce sont — enfermés dans un quadrilatère formé par des sommets de plus de 3 000 mètres d'altitude et qui portent les noms romanches de Piz Quaternals, Piz Nuna, Piz Lischana, Piz Nair — de vastes forêts de pins, de mélèzes, d'arolles, fréquemment coupées de ravines, de coloirs d'avalanches, de débris d'éboulements; un magnifique chaos!

L'exploitation n'a jusqu'à cette heure pénétré qu'exceptionnellement dans ces forêts presque inaccessibles : une fois comprises dans la réserve, et soustraites à la dent et au pied du bétail, elle prendront un surcroît d'exubérance, et s'étendront au travers des pâturages, jusqu'à l'extrême limite assignée par le climat à la végétation.

En Suisse, comme partout ailleurs, le pittoresque disparaît avec rapidité. Les rails, et à leur suite les hôtels, et toutes les laideurs de la civilisation, envahissent les vallées alpêtres les plus retirées. Il était temps de sauver un échantillon de ce qui reste et de préserver un coin de la Suisse du mercantilisme qui déshonore et enlaidit le reste.

Un contrat de servitude, passé entre la Confédération et les communes propriétaires du territoire réservé, soustrait d'une manière absolue à toute influence humaine l'ensemble des animaux et des plantes compris dans le parc national, et donne à l'Etat le droit de construire et d'entretenir les chemins et les cabanes nécessaires, et, d'une façon générale, de veiller à l'entretien du domaine. Ce contrat est conclu pour 99 ans.

AUTRICHE-HONGRIE

Les événements d'Epire et l'opinion austro-hongroise.

Les événements d'Epire commencent à préoccuper l'opinion austro-hongroise. Le fait que l'évacuation de l'Epire par les troupes grecques n'est pas terminée aujourd'hui, même fixée par les puissances, provoque un certain malaise à Vienne. On semble craindre que cette question ne devienne une question européenne et que la Grèce, dont la loyauté est d'ailleurs reconnue, ne soit plus maître d'un mouvement aussi étendu. On perçoit aisément dans les commentaires des journaux une légère déception du fait que l'Autriche-Hongrie et l'Italie n'ont pas été autorisées par les autres puissances à rechercher une solution rapide de la question.

La Nouvelle Presse Libre croit savoir que le major Thompson retournera prochainement en Epire pour y conférer avec M. Zagrapas. En outre un échange de vues aura lieu entre les puissances au sujet des mesures à prendre au cas où il deviendrait impossible de réprimer le mouvement épirote par les moyens diplomatiques. On compte beaucoup ici, ajoute le journal, sur l'action médiatrice de l'Angleterre. On semble croire que le cabinet de Londres serait disposé à proclamer son désintéressement et à confier le règlement de la question aux deux puissances adriatiques. Il ne paraît pas impossible également que l'Autriche-Hongrie et l'Italie, qui jusqu'ici ont témoigné de grands égards à la Grèce, ne parlent désormais d'une façon plus énergique, tout au moins pour obtenir l'évacuation complète de l'Epire.

La Reichspost, qui n'a pas perdu l'espoir d'une solution pacifique, croit savoir que les premières négociations entre l'Albanie et l'Epire ont obtenu un résultat assez positif pour laisser espérer la possibilité de trouver une base d'entente.

Affaire d'espionnage.

Après des débats qui ont duré deux jours, l'employé de chemin de fer Lindner et le voyageur Petri ont été condamnés pour espionnage. Le premier à deux ans, le second à deux ans et demi de travaux forcés.

TURQUIE

Le commandant du 1er corps d'armée turc grièvement blessé dans un accident d'auto.

Constantinople, 1er avril. — Au cours d'une collision entre une auto et un car du tramway, Nuri Bey, commandant du 1er corps d'armée, a été blessé si grièvement à la tête qu'il dut être transporté sans connaissance à l'hôpital et subir immédiatement une opération.

Constantinople, 1er avril. — Le colonel Nuri Bey, commandant du 1er corps d'armée, blessé hier dans un accident d'auto, a succombé aujourd'hui.

ALSACE-LORRAINE

LANDTAG

SECONDE CHAMBRE

A l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui jeudi figure d'abord la troisième lecture du projet concernant la fréquentation scolaire pour les sourds-muets et les aveugles, en outre la deuxième et la troisième lecture du budget supplémentaire, qui prévoit les augmentations des émoluments des fonctionnaires non nommés en titre et l'impôt sur la plus-value immobilière, enfin différentes motions et pétitions.

L'agression contre un sous-officier au fort de Kirchbach.

Au lendemain de l'agression signalée contre un sous-officier de garde au fort de Kirchbach, la presse pangermaniste mise en émoi par les dépêches de l'« Agence Wolff » datées de Strasbourg, représenta cette agression comme une nouvelle preuve que « sous la cendre brûlle toujours l'étincelle qui, à la première occasion, deviendra une flamme; cela prouve l'extinguible haine des éléments anti-allemands en Alsace-Lorraine ». Ces lignes sont de la Rheinisch-Westfälische Zeitung.

Or il n'y a, dans toute cette histoire, qu'une chose, mais très importante, que les agences ont omis de signaler; le fort de Kirchbach est situé près de Kehl, en Bade. La Kehler Zeitung le savait bien qui disait au lendemain de l'attentat : « Quand on connaît l'attitude militarophile et loyale de notre population, on ne peut guère admettre que ce plan criminel ait été exécuté par un des nôtres. » Bien entendu, le galeux, le pelé d'où vient tout le mal ne peut être que le voisin d'en face, l'Alsacien-Lorrain; les autres sont d'innocents moutons.

Mais, bien plus, une nouvelle version circule au sujet de cet incident, d'où il ressort que le sergent aurait été blessé par un ancien soldat de sa compagnie, libéré à l'automne et qu'un jour le sergent avait frappé d'une punition. Le sergent lui-même croit l'avoir reconnu. Il s'agirait donc d'une vengeance très personnelle. Les feuilles pangermanistes, une fois de plus, qui croyaient avoir découvert un cas excellent, vont devoir déchanter.

Les déclarations des fortunes et des revenus pour la contribution de guerre.

Pour l'Alsace-Lorraine, le délai pendant lequel devront se faire les déclarations des fortunes et des revenus en vue de la contribution de guerre, a été fixé du 1er au 22 mai par la direction des contributions directes.

CHRONIQUE MESSINE

Société d'histoire et d'archéologie lorraine.

Dans la salle des séances, aux Archives départementales, la Société d'histoire et d'archéologie lorraine a tenu hier, à 4 heures, son assemblée générale.

La participation est très nombreuse, un certain nombre de dames se trouvent parmi l'assistance.

COMMUNICATIONS

L'assemblée est présidée par M. le baron de Gemmingen, président du département, qui ouvre la séance en présentant M. le Dr Ruppel, le nouveau secrétaire de la Société. Il annonce les excursions projetées : à Dabo, à Sarreguemines-Frauenberg, Saint-Julien-Villiers-Orme-Sainte-Barbe, Hagondange (usines Thyssen).

L'« Annuaire », le 25e, est terminé et est dédié à la mémoire de feu M. le baron de Hammerstein, et à M. le Dr Wolfram, directeur de la Bibliothèque d'Alsace-Lorraine, les deux fondateurs de la Société.

M. Lamy annonce que la Monnaie de Vic possède depuis hier un nouvel ornement, qui a le mérite de ne rien coûter à la Société. Il représente en deux cadres le temporel des évêques de Metz. Sur l'un on voit saint Etienne se détachant sur une vue de Vic, capitale du bailliage au XVe siècle. En dessous on remarque la Cathédrale de Metz et deux autres tenant les écussons du chapitre et du bailliage. En tête sont les armoiries du chapitre de Metz et les armes de Haboudange, Cirey-Woippy, Albestroff et Lorquin; à droite celles de Lorquin, Marsal, Rambervillers, Salonnnes; à gauche, Baccarat, Hombourg, Moyenvic et Salival. Au-dessus et autour du deuxième cadre représentant la porte se trouvent les écussons des principales familles de Vic : Haussouville, Hoeffelze, Gournay, Anglure, les Porcellets, Raizecourt, Aubertin, Royer, Chamand, Huyn, Toupel et Lunson.

Cet ensemble de décorations très délicates est l'œuvre de M. Paul Marignon, de Nancy, originaire de Rozérieulles. Les dépenses ont été couvertes par une souscription organisée dans la région.

M. Lamy espère que les visiteurs apprécieront ce travail. On demande l'autorisation de prélever une entrée de 20 pfennigs afin de se procurer des ressources pour pouvoir continuer l'ornementation de la Monnaie. Cette proposition ne rencontre pas d'opposition.

LE RAPPORT ANNUEL

est présenté par M. le Dr Keune, secrétaire suppléant, qui rappelle les séances du bureau, les réunions de la Société, les conférences, les orateurs, les excursions. Il est spécialement fait mention de la célébration du 25e anniversaire de la Société (5 et 6 octobre 1913) à Metz et à Sierck.

Le manuscrit pour le dictionnaire est terminé.

La Société étend actuellement son activité aux chants populaires en Lorraine.

Le rapport énumère le mouvement des membres pendant l'exercice écoulé et exprime des remerciements pour les subsides accordés à la Société par le ministère, le département et la Ville de Metz.

LES COMPTES

M. Rehdorf, en l'absence de M. Rick, trésorier, présente un aperçu sur les comptes. Les recettes se sont élevées à 19.626 M, les dépenses à 15.865 M, de sorte qu'il y a un excédent de 3.761 M. Le montant des fondations est de 9.404 M.

Le projet de budget pour l'exercice 1914 est également communiqué à l'assemblée. On compte sur 20.000 M de recettes et 17.000 M de dépenses.

Tous les comptes ont été vérifiés. La situation financière est très favorable, constate M. le Président.

Il est donné décharge au trésorier.

LES CHANTS POPULAIRES EN LORRAINE

M. le Président présente à l'assemblée Mme Roland-Gallier, qui va exécuter tout à l'heure quelques chants populaires en français recueillis par M. le Dr de Westphalen dont l'assemblée entend une conférence très documentée.

On s'y est pris un peu tard, dit M. le Dr Westphalen, pour rechercher les vieilles chansons du Pays Messin qui se perdent de plus en plus, sous la poussée des productions modernes, des couplets grivois. Il faut s'adresser aux vieilles personnes et l'on se rend rapidement compte que les recueils publiés jusqu'ici sont loin d'avoir enregistré toutes les chansons si pittoresques, si curieuses, que les Vieux-Messins gardaient si précieusement. D'où venaient les chansons? Sont-elles le produit poétique du sol, ou sont-elles de provenance étrangère? Questions difficiles à résoudre. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'attrait de la poésie est évident, elles sont de nature à enthousiasmer le connaisseur.

Là où le peuple accueille des poésies d'une portée littéraire, il ne sait trop qu'en faire, il en altère le texte. La vraie chanson populaire est le produit d'un art primesautier. Elle n'est pas propre à une région déterminée; elle se rencontre dans des pays différents avec des variantes dans le texte, dans la mélodie. Les colporteurs, les chanteurs de complaintes ambulantes, les soldats revenant du régiment rapportaient des textes nouveaux. Cependant il y a un certain nombre de chansons qui ont pris naissance sur le sol du Pays Messin, en français et en patois.

Le conférencier, qui a approfondi son sujet, explique comment ces chansons ont été composées, quel est leur objet; celles qui sont écrites en patois, sont plutôt d'un caractère caustique, satirique. La vie et les mœurs du peuple se reflètent dans ces chansons du Pays Messin. La plupart ont une mélodie originale, qui leur donne un cachet spécial: l'air fait la chanson, comme dit la proverbe. Dans le Val de Metz elle sont gaies, entraînant, joyeuses, vers le Haut-Plateau elles sont plutôt mélancoliques, monotones.

La mélodie permet de déterminer approximativement l'âge des chansons. Au quinzième siècle, les airs religieux inspiraient les mélodies populaires. Plus tard la mélodie s'adaptait au caractère de la musique du temps. La mélodie se soucie peu cependant des règles de l'art musical; le rythme n'en est pas non plus toujours pur, mais il est précisément le caractère spécial de la chanson populaire. La versification permet de varier la mélodie.

Le conférencier, qui s'est exprimé jusqu'ici en allemand, reprend sa conférence en français et, dans un beau langage, il donne un aperçu non moins curieux de l'origine de la chanson populaire, et de l'intérêt que présentent les recherches sur ce terrain. Il reprend les principales idées de sa conférence et y ajoute une classification de la chanson populaire.

Mme Roland-Gallier, notre gracieuse et sympathique collaboratrice, dit M. le Dr Westphalen en terminant, nous fera ressentir toute la beauté des chansons populaires. Grâce à son habile interprétation, nous saurons relever les traits comiques et joyeux qui détonnent l'esprit, les douces tristesses émuivantes et enchançantes dans la mélodie et la versification naïves. Nous jouirons de la bonhomie naturelle et de la naïveté gracieuse, de l'innocence de l'esprit de nos vieux paysans messins et nous finirons par comprendre que souvent « mieux vaut une pincée de naturel, que deux pincées de science. » (Appl.)

M. le Dr Westphalen donne ensuite des explications sur les différents genres de chansons: les Noëls, mélange de piété et de joie populaire naïve; les chansons de mai, les trimazes, usage qui donna lieu à des abus et dut être réprimé; les fêtes de Saint-Jean, de Sainte-Madeleine, de Sainte-Catherine, de Saint-Nicolas, furent marquées aussi par des chansons particulières (Mme Roland-Gallier fait entendre avec beaucoup de sentiment et une diction classique un Noël célèbre du 18^e siècle, et la légende de Saint-Nicolas: « Il était trois petits enfants, qui s'en allaient glaner aux champs. » L'artiste est vivement applaudi.)

Le conférencier parle après des chansons dialectales qu'on entendait autrefois aux veillées, des ballades et des complaintes dont il définit le caractère. Les ballades étaient nombreuses dans le Pays Messin. M. le comte de Hymnour en a recueilli 60; on peut supposer qu'il y en avait plus de 100.

(Mme Roland-Gallier dit les ballades des « Trois Orphelins » et celle de la « Bergère et du Loup ».) Les méloches, de ces ballades sont fort gracieuses.)

Viennent les berceuses, les chants avec lesquels la mère réjouit son bébé, les romances caractéristiques au Pays Messin, les chants qui persistent les dévants, les chansons d'amour. (Mme Roland-Gallier fait entendre la « Ronde de la Rose » et celle de l'« Amour et de l'Alouette ».)

Les chansons poétiques proprement dites étaient surtout nombreuses et variées. (Deux échantillons: « Marion-clé, Marion-clé » et la « Chanson du Pommier » illustrent cette catégorie.)

Les grandes noëces qui se célébraient jadis étaient marquées par des repas pantagruéliques et par des chansons multiples. Le conférencier fait une description des usages accompagnant et entourant le mariage. Les « chansons de demande », la visite chanson et Réveillez-vous, bella endormie, d'autres airs satiriques agrémentaient la noce. (L'artiste exécute trois de ces mélodies autochtones: « Donjour, Monsieur Française », « Joyeux époux, puisque c'est la journée », « Pour être heureux il faut être à deux ». Cette dernière chanson est surtout applaudie.)

Pour terminer le conférencier engage l'assemblée à appuyer les efforts de la Société en vue de recueillir les vieilles chansons du pays. (Vifs applaudissements.)

M. le Président exprime les remerciements au conférencier, à Mme Roland-Gallier et à M. Hamon, qui a accompagné la cantatrice au piano. La séance est terminée à 6 heures.

Les cultivateurs eux aussi sont heureux de profiter du retour du soleil, car le mois de mars ne leur a guère été favorable. Peu de travail de fait et encore quel ouvrage! Il faut avoir vu les pauvres attelages, soufflant et suant pour tirer la charrue dans les terres alourdis par les pluies diluviennes. Les pauvres bêtes-crottées jusqu'à l'échine, faisaient pitié à voir. Et pendant que le travail n'avance pas, les provisions diminuent dans les greniers; maintenant il faut se presser pour rattrapper le temps perdu. Les quelques avoines qu'on a pu semer pendant le mois de mars courent le risque d'être pourries en terre. On se hâte maintenant de semer et d'herber les premières cultures, avant que la terre ne durcisse, et de continuer le marnage... au mois d'avril.

pour les sous-officiers de l'armée allemande; à dater de ce jour la prime pour les engagements comme sous-officiers s'élève à 1.500 M et non plus à 1.000 M comme précédemment. En outre, au cas où le titulaire continue à rester à l'armée, cette somme sera placée à 4 0/0 d'intérêt.

Procès militaires.

Le lieutenant Tiegs a demandé la révision devant le tribunal militaire de l'Empire du jugement prononcé contre lui par le Conseil supérieur de guerre. Par contre le lieutenant de la Valette Saint-Georges n'a pas fait appel du jugement prononcé contre lui par le Conseil de guerre et sera conduit aux prochains jours à Wesel pour purger sa peine.

Téléphone.

La liste des abonnés au téléphone pour le district supérieur de Metz est sur le point d'être publiée; les abonnés qui voudraient modifier leurs adresses sont priés de s'adresser sans retard au bureau de poste compétent.

Union sportive messine.

Le jour de Pâques, 12 avril, l'Union sportive messine (M. S. V.) rencontrera sur le terrain de sports de la rue Hohenlohe une grande équipe parisienne, le Club Athlétique du XIV^e arrondissement. Ce team compte dans ses rangs cinq joueurs ayant été sélectionnés pour des rencontres interrégionales ou internationales par le comité de Paris. Dernièrement, le C. A. XIV^e vient de gagner la coupe Dewar; dans les matchs pour le challenge international du Nord, il vient en tête des équipes de Paris. Nous reviendrons encore sur ce match qui sûrement prendra les proportions d'un grand événement sportif pour Metz.

Chez les camionneurs.

Hier matin, les voitureurs d'une maison d'expédition et de trois marchands de houille se sont mis en grève, 36 hommes au total, sous prétexte que les patrons n'avaient tenu compte en rien des revendications exprimées par les ouvriers. A leur tour, les patrons prétendent que la grève a été déclarée bien qu'ils aient fait des concessions extrêmes aux ouvriers soutenus par les agitateurs socialistes.

Les marchés aux bestiaux.

Le marché qui devait se tenir le Jeudi-Saint est avancé au mercredi 8 courant; le marché du lundi de Pâques est remis au lendemain mardi 14 avril.

Le Cardéno

qui paraît être un temps bien dur, est cependant bien adouci pour ceux qui font leur choix à l'épicerie fine: A. Watter, Rue Fabert, 5, il y a tant de bonnes choses!!! permettant de varier à l'infini, le menu de tous les jours maigres.

Calendrier. — Aujourd'hui, jeudi 2 avril,

quatre-vingt-douzième jour de l'année. — Lever du soleil: 5 h 38; coucher: 6 h 30. Lune: Premier quartier le 3 avril.

Éphémérides lorraines. — 2 avril 1397. —

La ville de Metz prend à son service le sire de Boulay, en lui accordant le droit de bourgeoisie et une pension de 100 fr.

La température. — La pression barométrique reste élevée dans le centre et le sud du continent. Le vent est modéré des régions sud sur les côtes de la Manche.

La température est généralement en hausse. Hier matin le thermomètre marquait: —21° au Spitzberg, 11° à Arkhangel, +9° à Belfort, 14° à Paris, 14° à Nantes, Clermont-Ferrand et Toulouse, 14° à Alger, 10° à Biarritz.

Un temps beau et chaud est encore probable.

BULLETIN METEOROLOGIQUE

(Observations faites par M. REMOISENET, à Metz)

	BAROMETRE A 0°	THERMOMETRE	VENT	TEMPS
1 ^{er} avril				
4 h. soir	744.3	+21.0	O	Beau
2 avril				
8 h. matin	743.1	+ 11.	S	Beau

Thermomètre. — Maximum du 1^{er}: +21.0; Minimum aujourd'hui: +9.5

NOUVELLES RÉGIONALES

Vallée de la Moselle. — (Les travaux de la vigne et des champs.) On nous écrit le 1^{er} avril:

Avec le retour du beau temps, les travaux interrompus et contrariés par les intempéries du mois de mars, sont repris avec une activité compréhensible. On se hâte de récupérer en partie le temps perdu de labourer les dernières pièces de vigne, principalement les terres fortes qui étaient en quelque sorte inhospitalières pendant la période pluvieuse. Par la chaleur dont nous sommes gratifiés en ce moment, la sève va monter rapidement, et les bourgeons ne tarderont pas à gonfler, ce qui rend douillet et fragiles: c'est pourquoi on commence aussi le métier du ficher.

Les pluies de tout l'hiver et particulièrement de la semaine dernière ont causé à certains endroits du vignoble des glissements du sol. Ce phénomène géologique s'est reproduit avec une persistance désolante depuis les quatre dernières années. Mais pendant la semaine dernière, alors qu'on était astreint forcément à garder la maison, les dégâts sont devenus encore bien plus considérables. Les sentiers avec leurs bords recouverts, telles certaines pentes sont complètement démolies, tandis que dans d'autres les souches sont écartées les unes contre les autres et présentent l'aspect d'un tas de fagots. La surface du sol elle-même, semble comme bouleversée: ici un anéantissement de terres, là un bas-fond d'où l'eau jaillit, ailleurs des crevasses et des ravineaux. On dirait vraiment que la terre ébranlée dans sa structure a été bouleversée par un tremblement de terre.

Il va de soi que les pièces de terre ainsi malmenées ont perdu une partie considérable de leur valeur, et qu'il faudra longtemps, et du bon temps pour voir les remettre en bon état. C'est encore une perte sèche pour les vigneronnes, pourtant déjà assez éprouvées sans cela.

Les cultivateurs eux aussi sont heureux de profiter du retour du soleil, car le mois de mars ne leur a guère été favorable. Peu de travail de fait et encore quel ouvrage! Il faut avoir vu les pauvres attelages, soufflant et suant pour tirer la charrue dans les terres alourdis par les pluies diluviennes. Les pauvres bêtes-crottées jusqu'à l'échine, faisaient pitié à voir. Et pendant que le travail n'avance pas, les provisions diminuent dans les greniers; maintenant il faut se presser pour rattrapper le temps perdu. Les quelques avoines qu'on a pu semer pendant le mois de mars courent le risque d'être pourries en terre. On se hâte maintenant de semer et d'herber les premières cultures, avant que la terre ne durcisse, et de continuer le marnage... au mois d'avril.

Novéant. — (Le petit trafic de frontière.)

On nous écrit:

On avait appris avec plaisir que le Groupe lorrain avait au Landtag, par la voix du député de Thionville, M. Zimmer, demandé la levée de l'interdiction de l'entrée de France de 2 kilos de viande par famille ainsi que d'aillieurs cela se pratiquait même il y a quelques mois. Mais ce qui surprenait nos compatriotes, c'était d'apprendre que le sénateur M. Weissmann, de Metz, avait trouvé bon de recommander au gouvernement le maintien de cette interdiction. Nous comprenons très bien que M. Weissmann cherche à faire plaisir à ses collègues Messieurs les bouchers. Mais il oublie que de nombreuses familles ouvrières et non fortunées de la frontière luxembourgeoise jusqu'à la frontière suisse, soit sur une étendue de plus de 300 kilomètres, souffrent du prix élevé de la viande et que ces familles ne peuvent pas payer de la viande de 1^{er} qualité au prix de 2 à 2 M 50 le kilo, surtout de la viande de bêtes achetées à Paris par M. Weissmann et destinées à la ville de Metz; il oublie également qu'étant à 2 kilomètres d'Arnould nous pouvons très bien chaque jour acheter à meilleur compte notre pot-au-feu; il oublie que de nombreux villages frontalières comme Audun-le-Tiche, Moyeuvre, Sainte-Marie-aux-Chênes et des centaines d'autres villages se trouvent dans le même cas.

Si M. Weissmann avait voulu montrer un bon geste, il aurait dû dire au Sénat: « Messieurs les sénateurs, je vais user de mon influence auprès des bouchers et chers collègues d'Alsace-Lorraine pour qu'ils revisent les prix des viandes afin qu'une concurrence française ne puisse plus exister. » Alors M. Weissmann aurait mérité de la patrie.

Il faut espérer pourtant que le gouvernement d'Alsace-Lorraine prendra en considération le vœu du Groupe lorrain et que bientôt la frontière française sera de nouveau ouverte pour l'introduction de deux kilos de viande par famille et cela dans l'intérêt et pour le bien-être des familles ouvrières et des familles non aisées ayant de nombreuses têtes journellement à nourrir.

Chérisy. — Un accident, qui aurait pu avoir de très graves conséquences s'est produit mardi dernier à Chérisy. En conduisant un taureau à l'abreuvoir, M. Thomas et sa bru furent subitement terrassés par l'animal devenu furieux. Grâce à l'énergique intervention de M. Buisson, aubergiste, la bête lâcha prise et s'enluta dans le parc du château. M. et Mme Thomas ont été gravement contusionnés, mais leur vie n'est cependant pas en danger.

Luppy. — Nos vétérans.

Le gouvernement vient d'accorder une rente annuelle de 150 M au sieur François Luvray, ce qui porte à 43 le nombre des vétérans jouissant de cette pension, dont voici les noms: Ange Pierre, Bronant Hippolyte, Chellez Prosper, Collin Charles, Christophe Nicolas, Cuny Edouard, Georges Eugène, Georges François, Luvray François, Orry Eugène, Renaux Christophe, Viron Edouard, Vervin André.

Puisent ces vieux braves, qui portent fièrement la médaille de 1870, pour encore bien longtemps des bienfaits de la rente militaire!

Thionville. — (Les représentations françaises.) Le Conseil municipal s'est occupé, dans sa séance de lundi, une fois de plus de la subvention à accorder aux représentations françaises; une fois de plus, également, on fut unanime à regretter le peu d'intérêt que porte au théâtre français le public indigène; d'aucuns envisagent plus ou moins nettement la suppression totale des représentations françaises.

M. Richard, adjoint, lui, est d'avis de subventionner davantage le théâtre français. Son collègue, M. Haas, riposta qu'on ne voit plus la nécessité des représentations françaises; à preuve la représentation de dimanche à la quelle les Thionvillois ont contribué pour 20 M de billets, le reste venait de Hayange et de la Fensch. Dix représentations françaises devaient être données, il n'y en eut que quatre; une seule, Le Comte de Luxembourg, fut bien fréquentée, et encore on dut garantir un minimum de 1.800 francs à la troupe.

M. le Maire, prenant la parole après ses adjoints, hésite à subventionner davantage les représentations françaises: pour la saison dernière, leur nombre fut diminué de 10 à 8 et la subvention fut égale à celle accordée au théâtre allemand, 1600 M, soit 150 M par soirée française. Du coup, la dernière représentation englobait 600 M. La dernière séance eût avec un déficit. Par contre, les représentations allemandes ont parfaitement réussi, au lieu de 16 on a donné 25 représentations; personne ne songerait à refuser la subvention au théâtre français s'il était convenablement fréquenté. Pourtant, c'est dommage de dépenser ainsi de l'argent au profit de troupes étrangères.

C'est une question qui dépend beaucoup des troupes engagées, répliquent MM. Nouvrière et Schiltz. Le public est soupçonneux, il en veut pour son argent. Qu'on lui fasse donner de bonnes opérettes par la troupe de Nancy. Les 1800 francs de garantie que réclame Nancy pour chaque séance sont, pour M. Haas, un trop gros risque. M. Kuborn, lui, est plus carré: Pas de subvention municipale. Ce que ceux qui veulent du théâtre français s'en paient. Et qu'on ne nous réclame rien. Là. Finalement le Conseil accorde une subvention de 1600 M pour 8 représentations françaises.

(Le budget.) Le Conseil a adopté les comptes du budget de 1913, qui comporte 738.588 M de dépenses et 527.466 M de recettes. Ensuite, on vote un emprunt de 1.400.000 M à 4 0/0 remboursable en 30 ans.

Pays de Thionville. — (Constructions scolaires.) On nous écrit:

Le nombre toujours croissant des enfants fréquentant l'école qui viennent de tous les côtés, soit de l'Italie, soit de la Prusse, impose des charges importantes aux communes du pays industriel. Comme les années précédentes, non nombre de communes sont obligées de faire construire de nouvelles maisons d'école ou de faire reconstruire et agrandir les anciennes. Kuntange a décidé la reconstruction de l'école des filles et Havange fait agrandir l'école des garçons. A la colonie de Basse-Yutz, une maison d'école comprenant quatre classes sera créée, tandis qu'un village même les deux maisons d'école seront agrandies. Le devis s'élève à 120.000 M dont 90.000 M seront mis à la charge de l'Etat. Les travaux pour la construction d'une école dans la colonie près de Kanfen commenceront sous peu. Pour la nouvelle maison d'école de Thionville qui comprendra 24 classes, une somme de 200.000 M est prévue. Stahlheim a fait bâtir une maison d'école avec 10 classes dont les frais s'élèvent à 200.000 M environ; après Pâques elle sera rendue à sa destination. A Richemont une école de garçons sera érigée. En outre les localités ci-après nommées auraient encore besoin d'une ou de plusieurs salles: Terville, Florange, Schrengange et Mordelange.

Audun-le-Tiche. — (Voleurs et vandales.) On signale en ces derniers temps de nombreux attentats commis contre les installations téléphoniques du district d'Audun-le-Tiche; à quatre reprises différentes, le fil a été coupé, et dans

la nuit de lundi on en a coupé et enlevé plus de 100 mètres. On croit que les voleurs viennent d'au-delà de la frontière, pour s'y réugier ensuite.

Saint-Avold. — (Une distinction méritée.) Plusieurs confrères signalent de nouveaux faits à l'honneur du lieutenant Veit, du 14^e uhlans, dont récemment déjà nous avons eu l'occasion de relever l'attitude digne et réfléchie, dans un incident qui aurait pu sans son intervention se transformer en une affaire regrettable.

En outre, le colonel Veit vient d'être l'objet de nouvelles distinctions. Il a été décoré de l'ordre de l'Aigle rouge de 3^e classe avec ruban et médaille de sauvetage, à l'occasion du troisième sauvetage accompli par lui. Il s'est jeté dans le Bo-phore et a retiré une femme turque qui se noyait, la sauvant ainsi d'une mort certaine. De plus, le roi de Roumanie lui a fait remettre une haute distinction, la croix de l'ordre de l'Etoile, pour sa conduite valeureuse au cours de la guerre des Balkans; enfin, le sultan lui a décerné la médaille d'or et la médaille d'argent turques, pour sa fidélité et son courage. Toutes nos félicitations à ce valeureux soldat.

Forbach. — (Disparition.) Depuis le 21 mars on a constaté la disparition du nommé Pierre Stark, de Lauterbach; le disparu, qui est sourd et muet, est âgé de 65 ans, de taille moyenne et branle presque continuellement la tête.

Abreschwiller. — (Comment on impose une école protestante à une commune.) Nous recevons la lettre suivante:

« En été 1913, quelques habitants d'Abreschwiller adressèrent une requête à la commune lui demandant de vouloir créer une *höhere Mädchenschule* — école supérieure de filles. Le Conseil, à l'unanimité moins deux voix, en reconnaissant la parfaite inutilité pour le bien général et repoussant cette demande. En décembre 1913, sur un désir intime à la commune par une autorité supérieure, le Conseil municipal se décida à fournir un local et le mobilier pour l'installation d'une *höhere Mädchen-Privatschule* — école privée de demoiselles — et déclina tout participation aux autres frais. Il s'agissait donc d'une école privée, organisée par un comité de quelques habitants. Cette école devait être une *höhere*, quelque chose comme une école supérieure. Dans cette école on ne devait accepter que des filles, et cela depuis l'âge de sept ans jusque quinze ans et au-delà, et par exception des garçons jusqu'à neuf ans. Cette école devait être interconfessionnelle, comprendre des élèves catholiques, protestants et les cas échéant. Voilà comment l'entendait le Conseil municipal.

Le comité fit circuler dans le mois de janvier une liste invitant les amateurs à se faire inscrire pour l'école supérieure ainsi comprise. On inscrivit en tête ceci: L'instruction religieuse sera donnée par M. le Pasteur et par M. le Curé — ce qui était parfaitement inexact pour ce dernier — et on se présenta naturellement chez les familles catholiques, toutefois en leur disant qu'il es ne s'engageaient à rien par leur signature; je le crois bien, vous allez en juger. Le tout fut expédié à qui de droit.

Et le résultat! Eh bien, le voici! Ecoutez bien! La commune reçoit ces jours-ci la réponse suivante: On vous octroie l'*evangelische*, lisez bien: *evangelische Schule*, tout court; l'école protestante! Et dépêchez-vous! Vite arrangez le local! Pas besoin d'autorisation plus ample! Pas besoin d'architecte, ce serait trop long, marchez et vite! Vous aurez votre école. Ce n'est pas celle que vous avez demandée, ce n'est pas une *höhere Mädchenschule*! comme il était convenu, cela ne fait rien! Parents catholiques, qui avez signé, vous avez une école, c'est une *evangelische Schule*; une école protestante. C'est bien cela que vous vouliez, n'est-ce pas? Lecteurs, que dites-vous de cela? Est-elle assez forte celle-là!

Sarrebourg. — (Sel de potasse.) Des ouvriers qui travaillaient dans des terrains vagues appartenant à la ville et désignés sous le nom de Tourman Wiesen, ont découvert un filon rougeâtre de sel de potasse. Il s'agirait d'un gisement assez important.

Teinture pour cheveux, sans danger, emploi facile, la boîte 2 Mk., servie par dame Droguerie P. Simon, 13, rue Tête-d'Or. 157-6

ALSACE

Strasbourg. — (Juste punition.) Le peintre Charles Lambert, âgé de 22 ans, de Brumath, qui avait molesté et frappé sans aucune raison le soldat Engler, du 129^e d'infanterie, a été condamné à six semaines de prison par le tribunal correctionnel de Strasbourg. Lambert a déjà encouru deux condamnations pour voies de fait.

Colmar. — (Nouvel procureur.) M. Keetmann, conseiller au tribunal de première instance à Strasbourg, est nommé premier procureur au tribunal de première instance à Colmar, en remplacement de M. Machenschein, qui a été, comme on se le rappelle, déplacé à Metz.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Briey. — (Une pension nationale à Mme Gentil.) M. Charles Chamnet, député de la Gironde, ancien ministre, député de la Gironde, a écrit à M. Lebrun, ministre des colonies, pour lui demander de prendre l'initiative d'un projet de loi tendant à attribuer une pension nationale à la veuve et aux enfants d'Emile Gentil, ainsi qu'il fut fait pour la veuve de Brzza et celle de Foureau.

Toul. — (Un régiment à Saint-Nicolas.) Les bruits les plus contradictoires circulent en ce moment dans la place de Toul. Le 160^e ou le 140^e d'infanterie serait séparé de la 39^e division et envoyé à Saint-Nicolas. Puis deux bataillons de chasseurs à pied viendraient prendre la place de ce régiment.

CHRONIQUE RELIGIEUSE

Le Pèlerinage lorrain à Notre-Dame de Luxembourg « Consolatrice des affligés » est fixé cette année, pour les pèlerins de langue française, au mercredi 6 mai, et pour ceux de langue allemande au jeudi 7 mai. L'horaire du train spécial sera publié prochainement.

L'enquête sur l'affaire Rochette

Les anciens membres du cabinet Caillaux-Monis devant la commission d'enquête.

Paris, 1^{er} avril. — M. Escarguel, directeur de l'Indépendant des Pyrénées-Orientales, avait formulé une accusation nouvelle contre les membres de l'ancien cabinet Caillaux-Monis. La remise de l'affaire Rochette, d'après la version qu'il donnait, avait été obtenue après promesse de pots-de-leu considérables: il s'agissait d'une part dans les dix millions de bénéfices réalisés par Rochette, grâce à la remise de son procès, en lançant l'affaire des Naphthes à Bakou.

Mercurel, la commission d'enquête a entendu sur cette question, les anciens collaborateurs de MM. Caillaux et Monis.

M. Emile Constant, ancien sous-secrétaire d'Etat, est introduit le premier. M. Jaurès lui demande s'il n'a pas fait une visite à l'Elysée ces jours derniers. (Il aurait, d'après M. Escarguel, révélé à M. Bataillard l'histoire des pots-de-leu dans l'affaire Rochette, ce qui aurait provoqué la récente démission de MM. Caillaux et Monis.)

M. Constant refuse de répondre. Je n'ai pas à répondre, dit-il, de conversations intimes. Je viens seulement rendre compte de ce que j'ai pu savoir comme sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, au sujet de l'affaire Rochette.

M. Jaurès insiste et lui demande s'il n'a pas tenu sur les démarches qui auraient été faites un propos qui a pu donner naissance à l'article de l'Indépendant des Pyrénées-Orientales.

M. Constant répond qu'en ce qui le concerne, les propos rapportés sont faux. Quant à ses conversations personnelles, il déclare vouloir les garder pour lui. Le témoin se retire.

M. Cruppi, ministre des affaires étrangères du ministère Monis, se borne à déclarer qu'il ne sait rien des faits de l'affaire Rochette.

La commission entend ensuite M. Brousse, député, directeur politique de l'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Il ne sait rien.

M. Steeg, ancien ministre, déclare ne rien savoir relativement à l'article publié par l'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Il reconnaît être allé à l'Elysée ces jours-ci mais nullement pour entretenir le Président de la République d'une démarche de cette sorte.

MM. Messimy, Charles Dumont, Pams et Clauzet, anciens membres du cabinet Monis, déclarent tous les quatre que pendant tout le temps qu'ils firent partie du cabinet Monis et du cabinet Caillaux ils n'entendirent jamais parler de l'affaire Rochette, aucun d'eux n'est allé à l'Elysée récemment.

La commission a décidé d'entendre demain après-midi M. Escarguel, rédacteur à l'Indépendant des Pyrénées-Orientales. Elle reprend ensuite l'examen de ses conclusions relatives au rôle des gouvernements successifs. Ces conclusions sont toutes adoptées.

Les conclusions de la commission.

Paris, 1^{er} avril. — La commission d'enquête a tenu une seconde séance cet après-midi. Elle a adopté les conclusions à soumettre à la Chambre par 14 voix dont 4 avec réserve contre 3 et 2 abstentions.

La commission d'enquête sur l'affaire Rochette déclare, dans ses conclusions, qu'il est démontré que sous le ministère Monis, dans les quinze derniers jours de mars 1913, des interventions gouvernementales se sont produites pour obtenir du président de la Chambre des appels correctionnels par l'intermédiaire du procureur général Fabre la remise du procès Rochette.

Cette remise ne pouvait avoir pour effet d'assurer à Rochette le bénéfice de la prescription, mais elle lui donnait plus de champ pour la continuation de ses opérations et surtout la démarche auprès du procureur général intervenue au moment où l'affaire Rochette, marquée à son début par les manœuvres les plus irrégulières et par des interventions abusives de presse, de gouvernements et de police, était rentrée enfin dans les voies normales et approchait de son dénouement légal. Cette remise constituait un succès pour la tactique dilatoire de Rochette.

L'intervention de MM. Monis et Caillaux. Les conclusions constatent que MM. Monis et Caillaux sont d'accord pour dire que c'est la visite de M. Caillaux à M. Monis qui a décidé celui-ci à appeler le procureur Fabre, mais qu'il y a contradiction sur les circonstances immédiates qui ont déterminé cette visite et sur sa date entre les affirmations de M. Caillaux d'une part et d'autre part la note et les affirmations du procureur Fabre.

Deux choses font obstacle sur ce point à une certitude absolue: le manque de contrôle contemporain du rapport Fabre et le secret professionnel opposé par M. Maurice Bernard.

Les conclusions rappellent les précisions données par MM. Caillaux et Monis sur leur intervention et notamment la déclaration de M. Monis qu'il n'avait rien présenté la longueur de la remise qui allait être accordée.

Sous ces réserves, dit le document, il est certain que l'intervention de M. Monis, parlant avec son autorité de chef du gouvernement, a été déterminante.

L'intervention des ministres s'explique sans aucun soupçon pouvant être élevé sur leur probité personnelle. Le document dit qu'il n'est pas nécessaire d'invoquer un personnage mystérieux. Personne n'avait plus intérêt à la remise que Rochette qui avait la bonne fortune de disposer alors de l'amitié vigilante de M. du Mesnil, directeur du Rappel, qui disposait d'une grande influence politique que lui donnait son journal et qui était personnellement lié avec M. Caillaux.

Le document dit qu'il n'y a aucune trace des prétendues manœuvres dirigées contre Rochette alléguées par M. du Mesnil pour justifier son intervention près de M. Caillaux.

Ce concours de M. du Mesnil, dit le document, est un des principaux ressorts de l'action, le premier de tous par la date comme par l'importance.

La démarche de M. Caillaux est d'importance. Monis ne rent ni des actes de corruption puisqu'ils étaient personnellement désintéressés dans l'affaire, ni des actes de fausseté puisque la remise ne pouvait contribuer à la prescription, mais elles constituent les plus déplorables abus d'influence.

Le rôle de M. Fabre et du président de la Chambre des appels correctionnels. Il est regrettable, ajoute le document, que le procureur Fabre n'ait pas trouvé dans les sentiments d'indignation et d'humiliation exprimés dans sa note et dans le sonci d'une bonne administration de la justice la force d'opposer à des demandes qui lui représentaient une résistance plus ferme.

Il est également regrettable que le président de la chambre des appels correctionnels, qui était cependant couvert par l'immobilité, ait poussé le zèle de la camaraderie envers le procureur général Fabre jusqu'à lui sacrifier la bonne marche de la justice et d'affirmer devant la commission d'enquête en mars 1912 exactement le contraire de la vérité.